

LE JOURNAL DE ROUBAIX

ALFRED REBOUY Propriétaire-Gérant

INSERTEMENTS: Annonces: la ligne... Réclames: ... Faits divers: ...

Le JOURNAL DE ROUBAIX est un journal de presse... ANNONCES LEGALES & JUDICIAIRES

Table with 2 columns: Date (28 MARS, 29 MARS) and Financial data (Banque de France, Emprunts, etc.)

Table with 2 columns: Actions (Banque de France, Crédit Foncier, etc.) and other financial entries (Londres cour, Crédit Mobilier, etc.)

DEPECHE COMMERCIALES New-York, 29 mars. Change sur Londres 4.84 0/0; change sur Paris, 5.16 3/4.

Dépêches de MM. Schlegelhaufen et C. supplément à Roubaix par M. Baltea-Grympeux.

Havre, 29 mars. Cotons: Vente 500 b., marché calme, plutôt plus ferme.

Liverpool, 29 mars. Cotons: Vente 12,000 b., marché raidissant, livrable 1/16 de hausse.

New-York, 29 mars. Cotons: 11 3/8. Recettes de 5 jours 22,000 b.

Alexandrie, 23 mars. Marché calme, pris inchangés; Arrivages presque nuls. Stock, diminuant sensiblement par suite des expéditions en consignation à Liverpool.

ROUBAIX 29 MARS 1877.

Bulletin du jour

L'élection de Bordeaux continue à défrayer la polémique de la presse, et les feuilles opportunistes qui avaient combattu avec une violence extrême la candidature intransigeante de M. Mie, ne se sont fait aucun scrupule de s'y rallier avec la plus impudente désinvolture, dès qu'elles ont vu que ce dernier avait obtenu un avantage marqué sur leur candidat de prédilection, le pasteur Steeg. Après tout, disent-elles, avec une feinte indifférence, les deux candidats concurrents représentent les mêmes doctrines; que M. Mie l'emporte donc, sur M. Steeg, ce sera encore une éclatante victoire pour la cause de la République.

Mais alors, s'il en est ainsi, pourquoi donc les organes gambettistes avaient-ils, avant le premier tour du scrutin, vomis de si violentes et amères récriminations contre le candidat pérorateur, patronné par M. Naquet. Le Journal des Débats a commenté cette honteuse volte-face des opportunistes avec la plus mordante ironie. « M. Mie a eu la majorité, dit-il, c'est leur homme; il est vraiment marqué du signe prédestiné; et s'ils avaient d'abord mal distingué ce signe dans le nœud soulevé par la bataille électorale, le scrutin du 25 mars, lui a rendu à leurs yeux le plus vil éclat. Ceux là sont heureux! ils ont une règle de conduite claire, simple, merveilleusement propre à soulager la conscience: ou est le nombre, là est le véritable intérêt de la République. Raspail est en minorité, vive Saint-Martin! Steeg n'est pas en force, vive Mie! Ils se rallient sans efforts à ce dernier, semblables à ces intelligents quadrupèdes qui tourment vivement en rond sur eux mêmes, pour rattraper leur queue quand on la tire de travers. »

Mais ces accommodants opportunistes ne s'étaient pas privés, dans le temps qu'ils se préparaient par leur soudaine évolution. Ils avaient cru au désistement de leur candidat favori, et voilà que le pasteur Steeg déclare qu'il persiste à rester sur les rangs. Vont-ils revenir à leur homme de la première heure, qu'ils avaient fiché avec un sans gêne si édifiant à la suite de son échec; ou bien resteront-ils du côté de son concurrent vers lequel les avait attirés l'aurole de sa majorité relative? Le cas est vraiment embarrassant.

Il est évident que si le pasteur Steeg avait la moindre chance d'être élu, les radicaux opportunistes n'hésiteraient pas à lui continuer leur concours. Mais cette hypothèse n'est pas admissible; car en supposant même, ce qui n'est pas probable, que les 1,386 voix obtenues par le républicain Saugon et les 335 voix, données au candidat cordonnier Castaing, au premier tour, se reportent unanimement sur M. Steeg, il manquerait encore à ce dernier plus de 400 suffrages pour contrebalancer les 5,652 voix acquises au citoyen Mie.

Mais, dira-t-on, le pasteur Steeg pourra recruter un certain nombre d'adhérents parmi les onze mille électeurs qui se sont abstenus à la première épreuve. Tout le monde sent l'absurdité de cette ridicule espérance, il est clair que, de ce côté, M. Steeg ne gagnera pas l'ombre d'une voix; attendu que les électeurs qui n'ont pas pris part au scrutin de dimanche dernier ne sauraient être portés au compte de la République. Si ceux-ci se décidaient à sortir de leur coupable nonchalance, il est certain que leurs bulletins ne pourraient profiter qu'au candidat conservateur, M. l'abbé Chavaux, qui, en définitive a encore plus de chance que son concurrent communal.

En l'état de la lutte, il dépend des hommes d'ordre de toutes les nuances, d'assurer le triomphe du candidat de l'ordre. C'est un suprême effort à faire. Voudra-t-on l'accomplir? N'y comptons pas; mais souhaitons-le du moins pour l'honneur de cette grande ville de Bordeaux, qui s'était faite de tout temps avec orgueil, la sentinelle avancée du principe conservateur.

LÉON DUVILLIER.

Mgr. Pie, évêque de Poitiers, vient de publier une lettre pastorale, dans laquelle il constate que le recrutement du clergé devient de jour en jour plus difficile. Les vocations ecclésiastiques font défaut, et ce qu'il y a de plus triste et de plus inquiétant, dit-il, c'est que les classes dirigeantes n'en fournissent plus, puis il ajoute: « Parlons sans détour. Le sacerdoce, qui est le premier besoin, le premier rempart et le premier honneur des sociétés, n'a pas tant à réclamer auprès de ses adversaires qu'auprès de ceux qui se disent et qui sont réellement ses amis. Atteint par les uns dans l'exercice de ses droits, il est menacé par les autres dans son existence même. Disons tout. »

Le symptôme le plus grave de la situation, c'est que les classes qui s'intitulent volontiers, classes dirigeantes, ont répudié pour leur compte le ministère ecclésiastique. D'heureuses, mais trop rares exceptions, ne sauraient infirmer notre assertion: la vocation au sacerdoce est considérée en France par le plus grand nombre des familles prépondérantes, comme une vocation qui leur est étrangère, et l'exemption du service religieux est devenue pour elles comme un apanage acquis à leur condition. Tournez-vous vers la bourgeoisie ou la noblesse, vers le commerce, l'industrie ou la finance, vers la grande ou la moyenne propriété vous trouverez partout le même préjugé. Sur ce point, les familles chrétiennes se distinguent à peine des familles incroyantes, et c'est un égal phénomène, quand l'action extraordinaire de la grâce fait surgir un prêtre du sein des uns comme des autres.

Ne voyez-vous pas que les séminaires se désorganisent! Ces classes populaires chez lesquelles le sanctuaire avait fait, depuis le commencement de ce siècle, de si estimables recrues, ne sont-elles pas visiblement atteintes de lassitude et de découragement? A la première communication qui est faite, n'avez-vous pas entendu le père répondre à son jeune enfant que c'est décidément un mauvais état d'être prêtre,

et qu'après avoir épuisé les ressources de la famille dans les dépenses d'entretien inséparables d'une longue éducation, on a pour toute perspective le dénuement de soi et des siens, avec l'impossibilité d'honorer son ministère par l'exercice de la charité? — Arguments trop valables et trop puissants pour ne pas produire leur effet sur des volontés encore faibles, sur des pensées à l'état de germe... »

Nous n'avons pas aujourd'hui de nouvelles de l'extérieur; mais nous trouvons dans le Daily-News la dépêche suivante venant de Berlin et qui nous paraît résumer exactement la situation: « Il est difficile de déduire l'effet produit ici par l'insuccès des négociations du général Ignatieff. Publiquement, on blâme le ministère anglais de son égoïsme et de son obstination; mais derrière ce blâme apparaît d'une façon assez transparente le sentiment réel de profonde satisfaction qu'on éprouve de la tournure que les choses ont prise. Le gouvernement allemand paraît respirer plus librement depuis que l'arrangement projeté entre la Russie, la France et l'Angleterre a échoué. La Post publie un long article très travaillé pour encourager la Russie à faire la guerre. »

Tel doit bien être le sentiment des hommes politiques de Berlin. Ce que M. de Bismarck redoutait le plus dans une entente directe entre la Russie et l'Angleterre, c'est que cette entente se fit sans lui et ne donnât place à la participation de la France. Aujourd'hui que tout a échoué, le grand-chancelier poursuit ses plans; il pousse la Russie à faire la guerre.

Nous espérons que le général Ignatieff, durant son voyage, se sera éclairé sur les intentions des divers cabinets et sur les menées secrètes de l'Allemagne; il rapportera peut-être au czar de bonnes raisons pour ne point entreprendre une guerre qui ouvrirait la porte à de menaçantes éventualités.

CHRONIQUE

L'un des correspondants du Journal de Genève, journal protestant et, par conséquent, peu suspect de cléricalisme, écrit, au sujet de la condition où le gouvernement italien réduit le Pape. « Quand le Pape se plaignait des entraves que la loi Mancini, sur les abus commis par le clergé dans l'exercice de son ministère, mettrait à la diffusion de la parole pontificale, il ne se plaignait pas à tort. Ou il faut déchirer la loi des garanties, qui lui permet de faire afficher tous les actes de son autorité, souveraine en matière spirituelle, à la porte des églises de Rome, ou il faut laisser la presse et le clergé reproduire et expliquer ces actes. »

La Commission du budget s'est réunie de nouveau, hier, en séance générale pour discuter l'importante question de l'équilibre financier, et plus particulièrement celle du remboursement de la Banque de France. MM. Allain-Targé, Lescaze et Dutilleul demandent la réduction de l'amortissement annuel de la dette de l'Etat envers la Banque, afin de permettre le dégrèvement des impôts de consommation et de ceux qui pèsent plus particulièrement sur le commerce et l'industrie. M. Cochery défend, au contraire, le système présenté par le ministre des finances pour 1878, qui, tout en maintenant le chiffre antérieur de l'amortissement, inaugure le dégrèvement des impôts indirects.

On écrit de Berlin, 26 mars, au Journal d'Alsace: « Le marquis d'Abzac, venu à Berlin pour présenter à l'empereur, à l'occasion de son 80<sup>e</sup> anniversaire de naissance, une lettre de félicitation, écrite par le maréchal de Mac-Mahon, a remis de vingt-quatre heures son départ, pour pouvoir répondre à l'invitation à dîner que lui avait adressée l'empereur. »

D'après le Berliner Tageblatt, le marquis aurait été reçu par l'empereur, avec une distinction toute particulière, et le prince de Bismarck, lors du dîner qu'il a donné le 22 mars, aux ambassadeurs étrangers, a exprimé sa satisfaction spéciale de ce que les relations entre l'Allemagne et la France, sont devenues aujourd'hui assez amicales pour avoir rendu possible la mission que l'aide-de-camp du maréchal-président a remplie à la Cour de Berlin. On le voit, la politesse réciproque, dans les cercles officiels des deux pays, ne laisse rien à désirer sous le rapport de la sincérité. »

Où succomberait à la peine ou au dégoût si l'on cherchait à relever chaque

des articles odieux qui se publient dans la République, athénienne, courtois de M. Jules Simon. Voici néanmoins ce que nous lisons ce matin dans le Radical sur celui qu'il appelle le « Monsieur du Vatican »: « Le vieil ecclésiastique qui se donne, sans ex-ber de procuration ou de mandat dûment dressé, pour le représentant de Jésus Christ sur la terre et qui continue à exercer ses fonctions de mandataire d'un défunt dans les divers pays du monde, notamment en France, malgré l'article 2,093 du code Napoléon, qui déclare que le mandat finit par la mort du mandant ou du mandataire, est ecclésiastique hors d'âge, dis-je, à dernierement prononcé un discours dans lequel il attaque le gouvernement italien, auquel cependant on ne peut reprocher qu'une trop grande longanimité à son égard. »

On est toujours très irrité, dans les bureaux des journaux radicaux, de voir que Mme la maréchale de Mac-Mahon s'adresse au cardinal Caverot, archevêque de Lyon, pour faire parvenir des secours aux ouvriers lyonnais sans travail. L'Homme libre ne craint pas d'écrire, à ce propos, les lignes suivantes: « Cette charité, qui a pour facteur M. Caverot, rappelle donc à merveille une clémençe qui a pour exécuteurs les ennemis mortels des malheureux à gracier. Que Mme de Mac-Mahon soit charitable, cela n'est pas impossible; mais pourquoi diable a-t-elle recours à un archevêque pour porter ses charités en ville! »

Plusieurs journaux avaient contesté le titre de citoyen français à M. Steeg, candidat dans l'élection de Bordeaux. Voici la lettre qu'il adresse au journal l'Ordre: « Monsieur, »

« On me communique, maintenant » seulement, une note de votre journal, reproduite par le Journal de Bordeaux, sous ce titre: M. Jules Steeg est-il Français? »

« Oui, Monsieur, je suis Français. » J'ai fait, le 22 février 1857, jour de ma majorité, à la mairie de Strasbourg où j'étais alors étudiant, la déclaration exigée par l'article 7 du Code civil. »

« J'ai fait partie du tirage au sort de la classe 1856. J'ai tiré au sort à Paris, à la mairie du XI<sup>e</sup> arrondissement, le 10 mars 1857. (Mon certificat de libération militaire est du 31 décembre 1863). »

On a publié divers récits des incidents qui ont suivi la conférence organisée, à la salle du Château-d'Eau, à Paris, au profit des ouvriers lyonnais. Voici exactement ce qui s'est passé dans cette circonstance: Un écrivain, appartenant à la presse, stationnait devant la porte de la salle. Invité par un agent de police à circuler, il s'y est refusé. L'agent a renouvelé trois fois sa sommation; n'étant pas écouté, il est allé chercher l'officier de paix qui était de service. Celui-ci ayant renouvelé, à M. Collignon, l'invitation de circuler et essayant un nouveau refus, l'a fait conduire au poste de police. Cette arrestation a provoqué dans la foule qui se trouvait aux abords de la salle, des cris injurieux pour la police. Les agents ont arrêté quatre personnes, deux hommes de nationalité russe, une dame russe et un français. Le journaliste, dont nous avons parlé plus haut, et trois des personnes arrêtées ont été relâchées, sans qu'il doive être exercé des poursuites contre eux. Quant à la cinquième personne arrêtée, qui est sujet russe, elle sera en police correctionnelle pour avoir résisté violemment à la force publique, et s'être laissé aller à une voie de fait contre un agent. Tous les bruits de démission de M. le préfet de police, qui ont circulé, ne reposent sur aucun fondement. Il n'existe aucun sujet de dissentiment entre M. le préfet de police et M. le ministre de l'intérieur qui a approuvé dans les incidents de ces derniers jours, l'attitude du préfet.

Il se fonde en ce moment, à Lond un grand journal français, politique et quotidien, qui paraîtra dans quelques jours, sous le titre: l'Indépendant National.

L'évêque Calxal, ex-aumônier de don Carlos, qui avait demandé au gouvernement espagnol de rentrer dans son diocèse pour présider aux cérémonies de la Seo-de-Urgel, vient d'être frappé du bannissement perpétuel.

On lit dans la France Nouvelle: « Nous ne savons s'il faut attribuer ce phénomène aux résultats de l'élection de Bordeaux, mais il y avait, hier, une véritable panique parmi les officiers. » Une restauration monarchique, légitimiste ou bonapartiste, leur semble la chose la plus possible et même la plus probable du monde.

« Enfin, chez eux, la terreur, mal déguisée par la colère, est au comble. »

La Correspondance Universelle nous communique les dépêches suivantes: Vienne, 23 mars, 9 h. 10 matin.

Le général Ignatieff a quitté notre ville hier au soir par le train de neuf heures. Quoiqu'on en dise, sa mission a abouti au résultat qu'il avait espéré, puisque son voyage à Vienne n'avait d'autre but, après les difficultés soulevées par l'Angleterre que de demander à l'Autriche son intervention comme médiatrice.

Aussi quelques heures après son entrevue avec l'empereur, le comte Andrassy télégraphiait en ce sens des instructions on ne peut plus larges au comte de Beust à Londres, lequel, après de longs entretiens avec lord Derby et lord Beaconsfield obtenait d'eux cette réponse: « Les ministres de la reine s'occuperont immédiatement de ces nouvelles propositions. »

Un sénateur inamovible de Ganche est à toute exténué, le comte de Tocqueville.

Le maréchal Canrobert est aussi dans un état désespéré, c'est un sénateur élu et il n'y aura pas lieu, pour le moment, à le remplacer.

M. Gambetta ne paraît pas encore au terme de ses épreuves. On sait qu'une élection doit avoir lieu le 8 avril à Constantine. Les candidats sont nombreux, et tous appartiennent à l'opinion républicaine plus ou moins prononcée. L'un d'eux, M. Thomson, rédacteur de la République française, se présente sous le patronage avoué de MM. Gambetta et Crémieux; mais voici que douze cents électeurs ont signé une protestation contre la « pression » que les deux dictateurs de Tours et de Bordeaux veulent exercer sur le suffrage universel.

À Avignon, le candidat de M. Gambetta a été battu; à Bordeaux, M. Jules Steeg, le protégé du même M. Gambetta, est en minorité; si M. Thomson, rédacteur de la République française, échoue à Alger, ne sera-ce pas le cas ou jamais de se demander, avec un journal radical, ce que devient l'influence de M. Gambetta sur les électeurs.

LETTRES DE PARIS

(Correspondance particulière)

Paris, le 26 mars 1877.

Les ministres de l'intérieur et des finances profitent de la prorogation pour prendre quelques jours de congé. M. Jules Simon et M. Léon Say quittent Paris. L'intérim du ministère de l'intérieur sera fait par M. Martel, celui du ministère des finances par M. Teisserenc de Bort. On avait annoncé que M. Decazes allait partir pour le Bordelais; il n'en est rien. Le ministre des affaires étrangères reste provisoirement à Paris. Il lui serait difficile de s'éloigner en présence des difficultés qui retardent la signature du protocole. Il désire, d'ailleurs, suivre de près les négociations entamées, avec les commissaires anglais, pour le renouvellement du traité de commerce.

Les industriels que l'ouverture de ces négociations a attirés à Paris, se plaignent de ce que le gouvernement n'ait pas tout d'abord consenti à nommer commissaire l'un des plus qualifiés d'entre eux, à l'exemple de ce qu'a fait le gouvernement anglais qui a choisi pour troisième commissaire, un grand industriel, M. Mullholland.

Il est juste cependant de faire observer que le gouvernement a, en partie, déferé au vœu des industriels français, en leur promettant, par l'organe de M. Jules Simon, d'adjoindre l'un d'entre eux aux trois commissaires déjà désignés, savoir: MM. Ozenne, Amé et Léonce de Lavergne. Les représentants de l'industrie française ne peuvent donc plus se plaindre que d'une chose, c'est que l'on ait nommé M. Léonce de Lavergne, commissaire, alors qu'ils avaient déjà exprimé au ministre du commerce le désir de voir choisir l'un d'entre eux. Mais M. Léonce de Lavergne est un savant économiste dont les lumières seront fort utiles aux autres négociateurs. Enfin, le vœu des industriels sera exaucé dans ce qu'il a d'essentiel, par l'adjonction d'un quatrième commissaire qui sera choisi dans leurs rangs et qui fera profiter ses collègues d'une expérience égale à celle de M. Mullholland.

Les journaux de Lyon ont annoncé que M. Welche allait quitter la préfecture du Rhône, pour venir prendre, au ministère de l'intérieur, le poste de secrétaire général qu'il a déjà occupé. Ce qui a pu donner quelque consistance au bruit, c'est la répugnance

convenue de M. Jules Simon, à s'adjoindre un sous-secrétaire d'Etat. M. Welche n'étant pas député, et passant d'ailleurs pour un administrateur de beaucoup de mérite, on en a conclu beaucoup trop vite, que M. Jules Simon n'aurait pas d'objection à s'adjoindre un collaborateur capable, modeste et qui n'aurait aucune des prétentions d'un sous-secrétaire d'Etat. Rien n'est venu jusqu'ici confirmer cette nouvelle.

Les dernières informations venues de Londres, ont un caractère pacifique. Le départ du général Ignatieff n'a pas interrompu les négociations pendantes entre l'Angleterre et la Russie. La suspension des pourparlers entre la Turquie et le Monténégro est cependant un fait regrettable, mais le désir, le besoin d'une solution pacifique est si général, si unanime que l'on se refuse à admettre que tout le travail qui s'est fait depuis trois mois pour assurer la paix de l'Europe, vienne à échouer devant les prétentions d'un petit pays qui a tout juste l'étendue de deux cantons français.

On annonce que le mouvement préfectoral attendu, ne paraîtra plus maintenant qu'après la session des Conseils généraux.

(Autre correspondance.)

Paris, 28 mars 1877.

Le mot d'ordre est donné à toute la presse républicaine et radicale de provoquer les susceptibilités de l'étranger, au sujet de la démarche faite par les sénateurs et députés catholiques auprès de M. le duc Decazes, en faveur de l'indépendance du St-Siège menacée par les dernières lois du gouvernement italien. Attendez-vous donc à lire dans les journaux étrangers, toutes sortes de déclarations violentes contre nos sénateurs et députés catholiques et contre la réponse attribuée au duc Decazes. Voilà toujours le patriotisme de nos républicains et radicaux!

Hier matin, deux retraites se sont terminées, comme elles s'étaient poursuivies, à la même heure, dans le quartier de la rive gauche de Paris. La R. P. Lescœur, de l'Oratoire, et M. le vicaire général d'Hulst ont parlé concurremment, l'un à St-Sulpice, et l'autre à l'église des Carmes. Que de gens obligés de choisir, auraient été heureux d'entendre l'un après l'autre ces deux orateurs de premier ordre. Le R. P. Lescœur termine ainsi d'une façon brillante sa station du Carme à St-Sulpice, après avoir prêché à l'Oratoire, pendant les dimanches de l'Advent, ces sermons sur la Réforme Sociale, devenus déjà célèbres avant d'avoir été imprimés, sur le témoignage imposant des personnes considérables qui y ont assisté. Pour M. le vicaire général d'Hulst, il n'avait voulu abandonner à personne la haute mission de prêcher leur première retraite aux étudiants et aux professeurs de l'Université catholique. C'était un spectacle touchant de voir paraître en même temps à la Ste-Table les maîtres et les disciples. C'est ainsi qu'une doctrine s'affermi dans les cœurs, en même temps qu'elle parle à la raison; et si, suivant la parole de l'apologiste chrétien, on croit aisément des témoins qui donnent leur vie pour preuve de leurs affirmations, tout de même on est plus disposé à croire des professeurs, lorsqu'on les voit de ses yeux, pratiquer ce qu'ils enseignent. La messe a été dite à la chapelle des Carmes, par M. le chanoine Conil, recteur de l'Université catholique de Paris. C'était là plus qu'une cérémonie ordinaire; c'était la fondation d'une coutume et le commencement d'une tradition. Aussi les assistants étaient-ils particulièrement graves et recueillis, comme il sied à ceux qui assistent à la naissance d'une grande chose et qui s'en font une joie, une espérance et un honneur.

P. S.—Un diplomate français de mes amis arrivé de Londres où il s'est entretenu avec plusieurs des membres du gouvernement; il dit qu'on espère arriver à un accord avec la Russie et au maintien de la paix.

Le découvert à la hausse ainsi que le découvert à la baisse ont engagé une lutte acharnée, dont le résultat, jusqu'ici, reste en faveur des acheteurs.

DE SAINT-CHÉRON

Impartialité!!!

Nous lisons dans le Radical: « La septième commission du Conseil municipal de Paris a refusé à Mme Saint-Clair, veuve d'un commandant de pompiers, un secours: »